

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 3–6 juin 2014

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/2014/7-C/Add.1

22 avril 2014

ORIGINAL: ANGLAIS

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (2007–2011)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, RMP*:	M. C. Kaye	tél.: 066513-2197
Conseiller principal pour les programmes, OM**:	M. G. C. Cirri	tél.: 066513-3677
Conseiller pour les programmes, RMPP***:	M. C. Martino	tél.: 066513-3576

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division de la gestion et du suivi de la performance

** Département de la gestion des opérations

*** Sous-Division de la gestion de la performance et de l'établissement de rapports

CONTEXTE

1. Le présent document contient la réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités dans la région de l'Amérique centrale (2007–2011), qui a porté sur El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Bureau régional de Panama.
2. Le PAM se félicite que les évaluateurs aient estimé que le portefeuille d'activités était bien positionné sur le plan stratégique dans le contexte de l'Amérique centrale. D'après l'évaluation, les outils que le PAM utilise pour assurer l'assistance alimentaire ont contribué à répondre aux besoins spécifiques répertoriés et à mettre les investissements locaux au service des priorités nationales en matière de lutte contre la faim et la pauvreté.
3. Selon l'évaluation, le PAM a obtenu des résultats dépassant nombre de ses objectifs, et son action a été jugée primordiale pour lutter contre la faim et la pauvreté dans la région, en particulier sur fond d'aléas naturels.
4. Un important enseignement est qu'il faut recueillir des données sur l'impact des projets financés par des fonds d'affectation spéciale et sur leur importance en Amérique centrale, où ils appuient l'action du PAM à l'échelle locale et nationale. Le PAM est conscient du fait que les informations concernant les opérations en rapport avec ce type de fonds sont limitées, et il s'efforcera de faire en sorte que ces données soient plus accessibles.
5. Le PAM fait siennes les recommandations et se félicite des possibilités qui s'offrent de consolider son travail en Amérique centrale. Il n'ignore pas que la coordination et le suivi doivent être améliorés dans le cadre de toutes les interventions, et qu'il faut renforcer l'appui apporté aux bureaux de pays, conformément à l'initiative visant à adapter sa structure organisationnelle à sa mission.
6. Quelques recommandations ont déjà été mises en œuvre depuis l'évaluation; les mesures supplémentaires prévues sont évoquées dans le tableau ci-après.

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (2007-2011)

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesure prise	Délai de mise en œuvre
Possibilités d'amélioration et de changement			
<p>Recommandation 1: Les opérations du PAM au niveau de la région et des pays devraient être planifiées, exécutées et suivies de manière à cibler les plus vulnérables.</p> <p>➤ Lors des phases de planification, de suivi et d'établissement des rapports, le PAM devrait déterminer comment ses bureaux de pays répondront aux besoins des groupes vulnérables, en milieu urbain comme rural, dans le cadre des opérations régionales. Plus précisément, les bureaux de pays et le bureau régional devraient déterminer comment, dans le cadre des projets de développement, les mesures axées sur les capacités doivent permettre de répondre aux besoins des personnes vulnérables; comment les groupes les plus vulnérables seront secourus dans le cadre des interventions prolongées de secours et de redressement au moyen de distributions générales de vivres; et comment les bureaux de pays et le bureau régional assureront le suivi.</p> <p>➤ Afin de répondre aux besoins des plus vulnérables, les bureaux de pays peuvent notamment: i) tenir compte de la problématique hommes-femmes lors de l'évaluation, du ciblage, de l'exécution et du suivi des programmes, et étudier et élaborer des protocoles qui facilitent la mise en œuvre et permettent de surmonter les difficultés logistiques afin de venir en aide aux femmes et aux enfants pendant la période propice dite des 1 000 jours; ii) recenser les possibilités de faire participer les plus vulnérables aux activités Vivres pour la création d'avoirs.</p>	<p>Bureau régional de Panama, en consultation avec les bureaux de pays concernés</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le Bureau régional de Panama et les bureaux de pays concernés ont harmonisé l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200490 avec les programmes de pays, les interventions menées au titre des fonds d'affectation spéciale et les propositions faites par les donateurs.</p> <p>L'IPSR et le programme de pays pour le Guatemala, qui seront présentés au Conseil d'administration pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2014, ont été établis à partir d'une analyse intégrée des tendances en matière d'insécurité alimentaire, de catastrophes et de facteurs environnementaux; les interventions prévues dans les domaines des secours, du redressement et de la résilience sont axées sur le développement. L'analyse a conduit à l'élaboration du projet ComRes ("Pour des municipalités et des communautés résilientes"), destiné à coordonner les activités menées dans les quatre pays en faveur de la résilience.</p> <p>Les méthodes et les outils d'évaluation ont été normalisés et les bureaux de pays se sont servis du projet ComRes pour améliorer la conception des programmes, le ciblage tenant compte de la problématique hommes-femmes et la mise en œuvre: cela comprend des consultations consacrées à la programmation saisonnière basée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative en vue d'optimiser l'efficacité des interventions Vivres pour la création d'avoirs.</p>	<p>Fait</p> <p>En cours</p>



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (2007-2011)

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesure prise	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 2: Le bureau régional et les bureaux de pays devraient définir le rôle opérationnel souhaité pour le PAM dans la gestion des risques et la prévention des aléas et de leurs effets.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les bureaux de pays et le bureau régional devraient s'inspirer du projet intitulé "Construire des communautés et des municipalités résilientes" (ComRes)¹ récemment mis au point, et de la politique du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe approuvée fin 2011 pour développer et affiner le rôle du PAM dans le domaine de la résilience et de la prévention et de la gestion des risques dans la région. ➤ Le bureau régional et les bureaux de pays devraient envisager de mener des activités de gestion du savoir et de plaidoyer, en prévoyant éventuellement une étude analogue à celle portant sur le coût de la faim, afin d'améliorer la compréhension de la situation, de faire œuvre de sensibilisation et de mobiliser davantage d'investissements. ➤ Une fois que le bureau régional et les bureaux de pays auront défini clairement le rôle souhaité du PAM en matière de gestion des risques dans la région, il faudra que le Siège fournisse un soutien institutionnel suffisant pour permettre l'établissement de réseaux avec les principales parties prenantes parmi les gouvernements, les donateurs et le secteur privé, et pour trouver et mobiliser des fonds à l'appui de la mise en œuvre. 	<p>Bureau régional de Panama, en consultation avec les bureaux de pays couverts par l'évaluation</p> <p>Bureau régional de Panama et Bureau du PAM au Guatemala</p> <p>Bureau régional de Panama</p> <p>Bureau régional de Panama</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le projet ComRes et l'analyse intégrée du contexte éclairent l'élaboration des programmes du PAM touchant la résilience et la réduction des risques de catastrophe. Le PAM continuera d'œuvrer à l'établissement d'un programme régional pour la résilience en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque centraméricaine d'intégration économique, le Conseil agricole d'Amérique centrale, le Centre pour la coordination de la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale (CEPRENAC) et la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement.</p> <p>Les services du Siège, le Bureau régional de Panama et le Bureau du PAM au Guatemala préparent une vidéo sur le travail mené par le PAM en vue de renforcer la résilience.</p> <p>Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre la rouille du café, le Bureau régional de Panama plaide en faveur de la mise en œuvre d'activités de redressement et de réduction des risques de catastrophe, et il travaille avec les donateurs dans ce sens; une réunion est prévue pour présenter les résultats de l'évaluation et les plans d'action établis à l'issue de la réunion consacrée aux IPSR en novembre 2013.</p> <p>Le nouvel indice des capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise et un indice de capacité nationale se rapportant à la réduction des risques de catastrophe seront lancés en 2014, ce qui permettra au Bureau régional de Panama de déterminer où les capacités font défaut et aux bureaux de pays de hiérarchiser les activités d'appui à mener pour atténuer les risques répertoriés. Ces indices et les indicateurs correspondants seront mis en place en 2014.</p>	<p>En cours</p> <p>Fin 2014</p> <p>Fin 2014</p> <p>Fin 2014</p>

¹ Descriptif de programme intitulé "Construyendo Comunidades y Municipios Resilientes" (ComRes).



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (2007-2011)

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesure prise	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 3: Avec l'aide d'importantes contributions des bureaux de pays et des bureaux régionaux, le Siège du PAM devrait élaborer une stratégie globale en faveur des pays à revenu intermédiaire, qui prévoient une analyse des besoins et comporte des orientations concernant la planification, la budgétisation, le suivi et l'établissement des rapports.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La stratégie relative aux pays à revenu intermédiaire devrait s'appuyer sur les engagements du PAM en faveur de la prise en main des activités par les gouvernements, et privilégier la collaboration au lieu d'avoir un caractère directif. ➤ Le bureau régional et le Siège du PAM devraient améliorer le recueil de données relatives à la coopération Sud-Sud qui s'est révélée fructueuse, et s'en servir pour exploiter efficacement ce type de coopération. ➤ Le Siège du PAM et le bureau régional devraient rassembler des informations sur les activités actuellement menées en collaboration avec le secteur privé local, et élaborer un projet d'orientations pour faciliter et renforcer la coopération avec le secteur privé. ➤ La stratégie en faveur des pays à revenu intermédiaire devrait s'attaquer aux problèmes rencontrés par ces pays dans le domaine de la nutrition, y compris la surnutrition et la dénutrition, et prendre en compte non seulement la dénutrition aiguë mais aussi la dénutrition chronique. 	<p>Division des politiques, des programmes et de l'innovation</p> <p>Centre d'excellence du Brésil</p> <p>Bureau régional de Panama/Division des partenariats avec le secteur privé</p>	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Le PAM est conscient de l'ampleur de l'insécurité alimentaire dans les pays à revenu intermédiaire et étudie différents moyens d'action: les premières expériences pourraient ensuite éclairer l'élaboration d'une stratégie d'intervention dans les pays à revenu intermédiaire. Il tiendra les parties prenantes informées des progrès réalisés en la matière.</p> <p>Le Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim, au Brésil, joue un rôle moteur dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Le PAM a évalué les activités menées et dégagera des enseignements afin d'assurer le succès des futurs projets de collaboration et de renforcer les capacités afin de favoriser la cohérence des rapports.</p> <p>Le Bureau régional de Panama et la Division des partenariats avec le secteur privé élaboreront une stratégie de partenariat avec le secteur privé à l'échelle régionale, conformément à la Stratégie du PAM en matière de partenariat et de mobilisation de fonds auprès du secteur privé (2013–2017) WFP/EB.A/2013/5-B) Cette stratégie prévoira des méthodes de cartographie pour répertorier les partenaires actuels et potentiels.</p>	<p>Fin 2014</p> <p>En cours</p> <p>Fin 2014</p>



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (2007-2011)

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesure prise	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 4: Le PAM devrait expliciter les rôles impartis à ses différents bureaux (Siège, bureau régional et bureaux de pays) participant aux opérations régionales, ainsi que les modes de communication entre eux et en leur sein.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le bureau régional devrait préciser le rôle des interlocuteurs pour les opérations régionales, et établir des lignes de communication nettes au sein des bureaux de pays et entre eux, afin de garantir la clarté et la continuité du travail. Le bureau régional comme les bureaux de pays devraient diffuser plus largement au personnel dans toute la région les comptes rendus pertinents et les points appelant des mesures concrètes. ➤ Le bureau régional et les bureaux de pays devraient veiller à comprendre de la même façon leurs rôles et leurs responsabilités respectifs vis-à-vis de la mobilisation des donateurs à l'appui des opérations régionales. 	<p>Bureau du Directeur exécutif adjoint et Directeur de l'Administration générale</p> <p>Bureau régional de Panama</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Dans le cadre de l'initiative visant à adapter la structure organisationnelle du PAM à sa mission, des plans ont été établis pour faire en sorte que les bureaux de pays bénéficient d'un appui accru de la part des bureaux régionaux et du Siège.</p> <p>Le PAM assurera la communication entre les bureaux participant à des opérations régionales et veillera à la cohérence des descriptifs de projet. Des investissements ont été effectués dans les bureaux régionaux, notamment sur le plan de l'assistance technique, afin d'améliorer l'assurance qualité et l'appui offert aux bureaux de pays, de renforcer la conception des projets, d'appuyer la programmation et de préciser les dispositions relatives à l'obligation redditionnelle.</p> <p>Le Bureau régional de Panama a présenté un nouvel organigramme aux directeurs de pays en octobre 2013, et il a précisé la restructuration du bureau régional, ainsi que les rôles et responsabilités connexes.</p>	<p>Fait</p> <p>En cours</p> <p>Fait</p>
<p>Recommandation 5: Le PAM devrait organiser une évaluation approfondie des fonds d'affectation spéciale en Amérique centrale.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cette évaluation recenserait les atouts, les possibilités, les risques et les faiblesses de ces dispositifs, et permettrait de mieux comprendre leur influence à l'heure actuelle et le rôle qu'ils pourraient jouer dans le cadre de la stratégie et des programmes du PAM en faveur des pays à revenu intermédiaire. 	<p>Bureau de l'évaluation</p>	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Le Bureau de l'évaluation convient qu'il faut veiller à la reddition de comptes et recueillir des informations précises sur la contribution des fonds d'affectation spéciale à la programmation dans le cadre des partenariats avec les gouvernements, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et au Programme d'action d'Accra.</p> <p>Lors de la planification du travail pour 2015–2016, le Bureau de l'évaluation a étudié l'utilisation des fonds d'affectation spéciale à la lumière des priorités définies pour les évaluations stratégiques; il est également prévu que ces fonds fassent l'objet d'évaluations décentralisées.</p>	<p>Septembre 2014</p>

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (2007-2011)

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesure prise	Délai de mise en œuvre
Possibilités de poursuivre et de hiérarchiser les activités			
<p>Recommandation 6: Le PAM devrait renforcer les évaluations des besoins, l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité, et le suivi et l'évaluation afin qu'ils contribuent à la performance des programmes régionaux et ne servent pas simplement à l'établissement des rapports normalisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Siège du PAM devrait revoir les orientations budgétaires pour veiller à ce que des investissements suffisants soient consacrés aux effectifs et aux ressources, afin d'étayer une approche efficace, cohérente et homogène sur le plan régional en matière d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité ainsi que de suivi et d'évaluation dans tous les pays, en faisant davantage appel au bureau régional pour appuyer les bureaux de pays plus petits. ➤ Le bureau régional et les bureaux de pays devraient normaliser les approches suivies dans le cadre des opérations régionales. Les bureaux de pays devraient utiliser les données issues des analyses et du suivi et de l'évaluation pour contrôler la performance des opérations au niveau des pays et de la région et l'appuyer. ➤ Le Siège du PAM devrait examiner les indicateurs généraux, les évaluations et les systèmes de suivi en place pour veiller à ce que des indicateurs adéquats puissent être utilisés en Amérique centrale. ➤ Tandis que le PAM met en place de nouvelles modalités (Achats au service du progrès, Espèces contre travail, résilience des communautés), les bureaux de pays devraient envisager de mettre en œuvre des projets pilotes, qui seraient soumis à un suivi attentif destiné à en garantir l'efficacité avant leur transposition à plus grande échelle. 	<p>Division des politiques, des programmes et de l'innovation</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Conformément à l'initiative visant à adapter la structure organisationnelle du PAM à sa mission, des ressources supplémentaires ont été allouées aux bureaux régionaux pour appuyer le suivi et l'évaluation ainsi que l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité. Le Bureau régional de Panama a recruté un conseiller en nutrition, un conseiller en suivi et évaluation, et un administrateur national chargé de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, le poste correspondant ayant été reclassé de la classe P-3 à P-4.</p> <p>Le Bureau régional de Panama a organisé un atelier consacré au suivi et à l'évaluation de la nutrition en vue d'améliorer la communication et de préciser les attentes s'agissant du Cadre de résultats stratégiques. Un atelier similaire a été organisé dans les domaines de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité ainsi que du suivi et de l'évaluation, et un plan d'action est en cours d'élaboration.</p>	<p>Fait</p>
	<p>Division de la gestion et du suivi de la performance</p>	<p>Les projets sont régulièrement suivis et évalués, et il est rendu compte des effets directs obtenus à l'échelle des bureaux de pays et des bureaux régionaux dans le Rapport annuel sur les résultats. Les plans de performance des bureaux régionaux et des bureaux de pays sont établis au moyen des indicateurs appropriés.</p>	<p>En cours</p>
	<p>Division de la gestion et du suivi de la performance</p>	<p>Le Cadre de résultats stratégiques du PAM pour 2014–2017 contient une liste d'indicateurs généraux; les bureaux de pays et les bureaux régionaux peuvent toutefois utiliser dans les cadres logiques des indicateurs spécifiques pour certains projets, que les bureaux régionaux doivent alors valider.</p>	<p>Fait</p>
	<p>Bureau régional de Panama</p>	<p>L'analyse intégrée du contexte, le projet ComRes, les plans saisonniers basés sur les moyens d'existence, les plans de planification communautaire participative et les réunions consacrées à l'élaboration des IPSR permettent de garantir l'existence d'un processus de programmation commun. La normalisation des outils d'évaluation et les ateliers consacrés au suivi et à l'évaluation de la nutrition ainsi qu'à l'analyse et à la cartographie de la vulnérabilité, contribuent à optimiser</p>	<p>En cours</p>



RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (2007-2011)

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesure prise	Délai de mise en œuvre
		<p>l'exploitation des données issues des études menées et du suivi et de l'évaluation.</p> <p>Les bureaux de pays sont en train de mettre au point des projets pilotes faisant appel aux transferts d'espèces et de bons; des activités fondées sur l'initiative pilote Achats au service du progrès sont en cours d'élaboration dans toute la région.</p>	
<p>Recommandation 7: Le bureau régional et les bureaux de pays devraient continuer d'instaurer une collaboration positive avec les gouvernements et les organes régionaux, ainsi que des liens Sud-Sud.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La collaboration pourrait être renforcée dans certains secteurs techniques, notamment la nutrition, la production agricole, les marchés, le changement climatique et la gestion des risques. ➤ Le PAM devrait continuer de fournir un appui concerté et de mettre sur pied des activités novatrices axées sur la collaboration, comme l'amélioration du positionnement des stocks et de la logistique, l'accroissement des investissements consacrés à la nutrition par les gouvernements, et la coopération Sud-Sud fructueuse, et jouer un rôle de chef de file dans le cadre de l'initiative relative au couloir de la sécheresse. ➤ Le PAM devrait envisager d'élaborer et de présenter des propositions conjointement avec des partenaires des Nations Unies, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, afin d'augmenter les chances qu'elles soient acceptées par les donateurs et de mobiliser les compétences spécialisées disponibles dans l'ensemble du système des Nations Unies. 	<p>Bureau régional de Panama, en consultation avec les bureaux de pays couverts par l'évaluation</p> <p>Bureau du PAM au Guatemala</p> <p>Bureau régional de Panama</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>En collaboration avec diverses parties prenantes, le PAM intervient dans tous ces domaines par l'intermédiaire de ses projets, des fonds d'affectation spéciale et du projet ComRes.</p> <p>Le PAM et le Ministère guatémaltèque de l'agriculture et de l'élevage ont récemment conclu un accord stipulant que les compétences spécialisées acquises dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès seront exploitées pour faire en sorte que les denrées produites par les petits exploitants soient utilisées dans le cadre des programmes publics de protection sociale.</p> <p>Le PAM travaille avec les gouvernements, le Système d'intégration de l'Amérique centrale, le CEPREDENAC et d'autres parties prenantes pour améliorer les mécanismes de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence et favoriser l'échange de bonnes pratiques entre pays d'Amérique centrale.</p> <p>Diverses initiatives illustrent les activités de plaidoyer menées conjointement: le programme en faveur de la résilience et l'initiative visant à libérer la Mésoamérique de la faim mise en œuvre par le Gouvernement mexicain et le Bureau régional de Panama, la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ONU-Femmes et l'Organisation panaméricaine de la santé/l'Organisation mondiale de la Santé. Des initiatives de programmation conjointes, auxquelles participent les bureaux de pays, sont en cours.</p>	<p>En cours</p> <p>Fait</p> <p>En cours</p> <p>En cours</p>

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINT DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE (2007-2011)

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et mesure prise	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 8: Le bureau régional et les bureaux de pays devraient continuer de tenir compte des politiques publiques lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le bureau régional et les bureaux de pays devraient continuer de jouer un rôle important au niveau de l'élaboration des politiques nationales, en promouvant les questions touchant la sécurité alimentaire et la nutrition et en rapprochant efficacement les interventions du PAM des politiques, des projets et des programmes publics, afin de garantir la continuité et la durabilité de l'action menée. ➤ Le bureau régional et les bureaux de pays devraient continuer de rechercher les moyens d'assurer la continuité et la direction des programmes relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition pendant les périodes de transition gouvernementale. 	<p>Bureau régional de Panama, en consultation avec les bureaux de pays couverts par l'évaluation</p>	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Les activités de plaidoyer en faveur de la sécurité alimentaire doivent se poursuivre, mais les changements de gouvernement s'accompagneront de modifications au niveau des stratégies, des politiques et des priorités que le PAM ne sera pas en mesure de contrôler: les bureaux de pays devront continuer d'œuvrer auprès des nouveaux gouvernements. Le PAM travaille aussi à la faveur d'entités régionales comme le CEPREDENAC, qui appuie la continuité des opérations après la tenue d'élections.</p> <p>Les descriptifs de projet précisent comment les interventions du PAM contribuent aux politiques nationales. Les bureaux régionaux et les bureaux de pays continueront de se concerter avec les ministères et d'autres organes pour veiller à ce que les questions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition figurent en bonne place dans les programmes nationaux.</p>	<p>En cours</p> <p>En cours</p>
<p>Recommandation 9: Le bureau régional et les bureaux de pays devraient continuer de collaborer avec les gouvernements, les autres parties prenantes régionales et les donateurs pour sensibiliser l'opinion aux aléas à évolution lente (rouille du café, sécheresse, etc.) dans la région, et élaborer des protocoles pertinents au niveau national pour y faire face.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les bureaux de pays devraient aider les autorités responsables de la protection civile, en précisant les interventions susceptibles d'être menées, ainsi que les rôles et les responsabilités incombant aux ministères et départements au moment de décréter l'état d'urgence en cas d'aléa à évolution lente et d'y faire face. 	<p>Bureau régional de Panama</p> <p>Bureau régional de Panama, en consultation avec les bureaux de pays couverts par l'évaluation</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Le Bureau régional de Panama et les bureaux de pays utilisent les résultats des évaluations menées par le PAM pour déterminer les incidences de la rouille du café sur la sécurité alimentaire des ménages tributaires de la culture du café, en vue de mettre la dernière main à des fiches d'information et aux mesures d'intervention prévues dans la perspective d'une réunion qui se tiendra avec les donateurs. Grâce au projet ComRes et au programme en faveur de la résilience, le couloir de la sécheresse, exposé aux aléas, est placé au cœur des débats.</p> <p>Le PAM poursuit sa collaboration avec le CEPREDENAC et les administrations nationales chargées de la gestion des catastrophes en vue de renforcer les capacités de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence, et ce pour tout type de crise. Les bureaux de pays et les entités gouvernementales chargées des questions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition plaident pour que les situations d'urgence à évolution lente soient prises en considération.</p>	<p>Juin 2014</p> <p>En cours</p>



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

CEPREDENAC	Centre pour la coordination de la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale
ComRes	Construire des communautés et des municipalités résilientes (<i>Construyendo Comunidades y Municipios Resilientes</i>)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement